

Le quartier et la barricade.

Le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine.

Denis Merklen¹

Les transformations opérées dans le monde du travail et les réformes introduites dans le domaine de l'État sont à l'origine d'un changement du rapport au politique des catégories populaires qui voient ainsi modifiés les répertoires d'action collective auxquels elles ont accès. Le nouveau rapport au politique et les nouvelles modalités de l'action se décentrent vers le local (ou le quartier) où les plus démunis trouvent une source de « réaffiliation », des moyens de survie, et même une base de recomposition identitaire. Ce mouvement complexe devient plus visible dans les sociétés où la crise sociale est particulièrement aiguë. Dans ce contexte, le premier objectif de cet article est d'apporter des éléments de compréhension à la crise générale qui traverse la société argentine. Ces éléments devront nous permettre d'aborder notre deuxième objectif, à savoir une description des logiques de la mobilisation collective dans un contexte de décomposition accélérée d'une société salariale.

Argentine : crise et mobilisation.

La chute du gouvernement de Fernando De La Rúa au cours d'une révolte populaire en décembre 2001 a mis à jour une crise annoncée de longue date. Cette émeute a commencé avec l'assaut des commerces d'aliments et des supermarchés, donné par les plus démunis dans la semaine du 17 décembre. Puis elle s'est généralisée avec la descente dans la rue d'une bonne partie de la classe moyenne de la Capitale du pays en réponse à la déclaration de l'État de siège par le président de la république, suivie d'une escalade répressive et de la démission du même président. Deux « nouveaux mouvements sociaux » semblent consolidés depuis lors attirant l'attention de nombreux observateurs argentins et étrangers. L'un a pour protagoniste la classe moyenne de Buenos Aires et il a pris la forme de manifestations menées au rythme d'un battement de casseroles et d'assemblées de quartier qui se tiennent depuis décembre avec régularité². L'autre, auquel nous allons nous intéresser, est celui des « *piqueteros* »³, un mouvement qui a pour protagonistes les plus pauvres de la ville et qui est basé sur des actions mise en place de barricades qui coupent les principales routes, autoroutes et ponts du pays, mobilisant souvent plusieurs milliers de personnes et menant parfois des actions coordonnées sur des dizaines de points stratégiques de la circulation.

Ce mouvement des *piqueteros* a suscité un grand nombre d'interrogations et d'expectatives, sinon d'espoirs. L'Argentine est un pays riche et la décomposition sociale qu'on y voit se produire depuis plus de deux décennies surprend les observateurs, d'autant plus qu'elle semblait s'opérer jusqu'à présent quasiment sans résistance sociale. Cette mobilisation des plus pauvres est donc suivie attentivement tant par la presse que par les milieux politiques et par un bon nombre d'intellectuels qui cherchent à comprendre ce qui se passe. Pourtant, au lieu de s'attacher à la nouveauté de ce mouvement, nous l'observerons à la lumière de la mobilisation engendrée au sein des quartiers depuis vingt ans en réponse à la crise sociale. Ces actions sont moins spectaculaires, bien qu'elles soient perpétrées par ces mêmes catégories qu'aujourd'hui coupent les routes.

¹ L'auteur remercie les commentaires qu'il a reçu lors de la présentation de ce travail au sein de l'Atelier Argentine, organisé par le CEPREMAP à l'École Normale Supérieure de Paris.

² Nous ne parlerons pas ici de ces protestations de la classe moyenne. À ce propos, voir l'article de Maristella Svampa : « Las dimensiones de las nuevas protestas sociales », Buenos Aires, ronéo, 2002.

³ Le mot « *piqueteros* » est un néologisme provenant de « *piquete* » (piquet), par allusion au « piquet de grève ». Le « *piquetero* » est donc celui qui participe à un « *piquete* », la barricade coupant une route.

Les piqueteros, lorsque la route est coupée.

Le lundi 30 octobre 2000, la Route Nationale n° 3 est coupée sur son passage par le district de La Matanza. La Route n° 3 est une artère centrale à la circulation de la zone ouest de l'agglomération de Buenos Aires, et son importance économique est majeure du fait qu'elle fait communiquer la Capitale avec le sud du pays (traversant l'Argentine jusqu'à la Terre de Feu) et les zones les plus riches de la Province de Buenos Aires. Une barricade est tenue pendant une semaine. Ce sont « trois mille personnes qui ont coupé la Route n° 3. Ils sont venus des quartiers les plus pauvres du district le plus pauvre de la banlieue : La Matanza, où habite 3,5% de la population et 4,9% des chômeurs du pays. Ces trois mille personnes sont à peine une poignée des 476 mille qui habitent à La Matanza en-dessous du seuil de pauvreté selon les chiffres officiels [...] Tous dans la barricade passent le jour et la nuit sur la route. Ils dorment sous des tentes improvisées avec du bois et du nylon en charpie, qui n'arrivent pas à arrêter la pluie [...] Tout le monde dit qu'ils ne bougeront pas avant d'obtenir une réponse à leurs pétitions. *Nous n'avons rien à perdre*, expliquent-ils, et résument leurs demandes à un mot : travail »⁴. Cela se passe dans le district qui fut jadis un symbole de l'industrie péroniste. L'événement occupe rapidement la une de la presse écrite et télévisée, et le débat s'installe au niveau des partis politiques, notamment entre la nouvelle alliance gouvernementale et le péronisme⁵. Le barrage coupera la Route 3 à plusieurs endroits et d'autres barrages se sont multipliés à d'autres points clés de l'agglomération de la Capitale. Des événements identiques se sont produits dans les provinces de Corrientes, Chaco, Jujuy, Neuquén et Salta depuis 1997. Mais la mobilisation de La Matanza marque un tournant en 2000 par l'importance de son mouvement et par une plus profonde articulation de celui-ci en termes d'organisation et de demandes⁶.

Les Argentins sont en train de découvrir une nouvelle forme de mobilisation sociale. Les barricades (*piquetes*) sont devenues une nouvelle forme de protestation pour les plus démunis et les sans-emploi en Argentine. Mis à l'écart de tout rapport de forces, ils ont commencé à couper les routes. Faute de pouvoir faire grève, ils sont décidés à empêcher le fonctionnement de l'économie et de la société. Parfois les manifestants sont dispersés par la gendarmerie, rudement réprimés ; cela se termine toujours par une négociation sur la distribution de l'aide sociale. Et cela recommence, toujours, avec les mêmes demandes fondamentales n'ayant pas trouvé de réponse et face à une assistance que ne peut être distribuée qu'au compte-gouttes.

Devant le manque d'initiative d'un syndicalisme en crise, les *piqueteros* sont l'un des grands protagonistes du moment. Le scepticisme généralisé envers la politique s'accompagne maintenant d'un espoir dans les nouvelles formes de protestation sociale : les assemblées de quartier et les casseroles de la classe moyenne qui crépitent dans la Capitale, et les *piquetes* des plus pauvres qui coupent les routes notamment dans la banlieue. Beaucoup d'intellectuels (souvent de gauche) observent ce processus d'un regard peut-être un peu trop optimiste, tributaire de l'illusion de la "multitude génératrice"⁷.

⁴ Description du journal argentin Clarín : *El rostro de la desocupación. La situación social: historias de piqueteros*, 02 novembre 2000.

⁵ En 1999 Fernando de la Rúa devient président du pays, à la tête de l'Alliance progressiste, réunissant le parti radical (UCR) avec le Front pour un pays solidaire (FREPASO), cette alliance est tombée en décembre 2001 dans un cadre de crise profonde.

⁶ On compte 140 barricades en 1997, 51 en 1998, 252 en 1999 et 476 en 2000. En 2001 est réalisée la « première assemblée nationale des *piqueteros* » qui décide de réaliser un mouvement de barricades coordonnées au niveau nationale (« el primer corte nacional » de rutas, le 31 juillet 2001). Données prises de De Pena, Jean ; Iserte, Morgane & Montes Cató, Juan : Informe sobre contexto y situación del Movimiento piquetero, rapport élaboré pour l'ONG Médecins du monde Argentine, Buenos Aires, ronéo, 2001, 17 pages.

⁷ Voir par exemple Horacio González : "La multitud creadora", *Página/12*, 15/01/02.

Nous proposons d'observer cette action collective à la lumière de son histoire récente. Le mouvement des *piqueteros* hérite, dans une certaine mesure, du mouvement d'occupations illégales de terres et d'organisation des quartiers, développé depuis vingt ans dans la banlieue des grandes villes (notamment dans celle de Buenos Aires). En effet, c'est dans les quartiers pauvres que s'organisent les barricades et c'est là que les *piqueteros* mobilisent leur base sociale. L'observation de ce mouvement de quartiers peut nous aider à comprendre les limites et les possibilités d'action des nouvelles protestations.

Cette action des organisations de quartier et son corollaire des *piquetes* se rapproche, en partie, des descriptions du banditisme social faites par Eric Hobsbawm⁸. Dans ses nombreux exemples tirés de l'Espagne, des Balkans, du Brésil ou de la Colombie, l'historien avait décelé une caractéristique commune : il s'agissait toujours de ceux qui, mis à l'écart des transformations sociales, exclus du capitalisme en formation, profitaient des zones non contrôlées du territoire pour piller le patron, une ville à proximité ou des passants, comme mode de protestation sociale. Au-delà des différences (l'action analysée par Hobsbawm est propre au monde rural en transformation, issu du passage d'une agriculture familiale et communautaire au capitalisme agraire), cette forme de protestation rappelle le mode d'action de ceux qui ne sont pas intégrés, qui ne peuvent pas agir sur les relations de production et qui doivent se contenter du pillage, de la vengeance ou de l'action du « brigand au grand cœur » qui prend aux riches pour distribuer aux pauvres. Cette protestation « a tendance à devenir épidémique aux moments de paupérisation et de crise économique, [...] et elles reflètent souvent la résistance qui opposent des communautés ou des peuples à la déstructuration de leur mode de vie ». Dans ce sens, en tant que conduite collective « ce sont, au maximum, des symptômes de crise et de tension au sein de leur société, symptômes de famine, de peste, de guerre », et ce n'est jamais un programme pour leur société⁹. Aussi vite que le nouveau régime social de production s'établit, et que les populations sont intégrées, le banditisme perd sa base sociale et sa raison d'être, d'autant plus que l'État reprend le contrôle du territoire.

Cette comparaison avec les guérillas et les groupes de brigands éveille notre intérêt dans un sens précis. L'action collective de ces révoltes est située, comme celle des habitants des quartiers que nous observons, en marge de la société. C'est l'action de celui qui sort de la loi pour obtenir de quoi manger, d'abord, et pour ne pas rester en dehors de la société. Car il sait que la société qu'il connaissait est en train de mourir, et il ne voit pas de place pour lui dans celle qui se dessine. Alors, comme il lui est impossible d'agir à l'intérieur de la société, il « coupe la route ». Il empêche le fonctionnement normal des choses, il interrompt la circulation pour dire *nous voilà, nous avons le droit à une existence sociale ; et si vous ne nous la concédez pas, nous ne vous laisserons pas vivre tranquilles*.

Pour cela, leur seule arme est d'occuper une place, de s'approprier une portion du territoire qui puisse donner une position plus ou moins stratégique, d'autant plus stratégiques que ce sont des routes indispensables au fonctionnement du commerce, de la production, de la communication.

Les barricades organisent la protestation sociale sur la base d'une identité territoriale, non seulement parce que ce sont les leaders de quartier qui souvent l'élaborent, mais aussi parce que c'est sur cette base locale que s'établissent les négociations avec les autorités ainsi que la participation des *piqueteros*, de ceux qui participent à ces barrages de route. Les populations se mobilisent dans une large mesure sur la base des quartiers organisés. Quel sens acquiert cette participation territoriale ? Quel type de rapport au politique et à la société en général peut-il être bâti sur cette base locale, territoriale ou urbaine ? Quelles sont les logiques

⁸ HOBBSAWM, Eric J. : *Les bandits*, Paris, La découverte/Poche, 1999, 1^{ère} éd. Anglaise, 1969.

⁹ *Ibidem*, pp. 13-16.

d'action déployées dans un cadre relationnel où se trouvent ébranlés à la fois le lien de citoyenneté et le lien au travail ?

La crise sociale : retrait de l'État et décomposition du salariat.

Au-delà de ses composantes économiques, la crise généralisée que traverse actuellement la société argentine présente une importante dimension sociale, et c'est sur le registre des transformations sociales que nous mettrons l'accent afin de comprendre les différents voies de mobilisation des plus démunis. Notre première hypothèse est que le rapport au politique des catégories populaires doit être expliqué à partir de la dimension sociale de la crise, plutôt que sur le registre d'une réponse à la crise économique. En effet, on ne peut pas chercher une explication des modalités de la mobilisation actuelle et leurs possibilités d'action future dans la banqueroute financière ni dans la crise politique conséquente, survenue récemment. Les clés de compréhension de la protestation actuelle se trouvent en amont de la crise amorcée tout au cours des trois dernières années et de son éclatement au mois de décembre 2001, et les lignes de force qui rendent compte des formes d'action collective traverseront sûrement la crise actuelle: elles sont survenues pour rester.

La première composante de la crise sociale est donnée par la réorganisation générale du monde du travail. Jusque dans les années 1980, la société argentine était une société salariale avec près de 80% de sa population active évoluant dans des relations salariales classiques. Après un effritement progressif amorcé dès la fin des années 1970 et une restructuration violente du rapport à l'emploi dans les années 1990, les relations salariales classiques touchent aujourd'hui seulement un peu plus d'un tiers de la population active¹⁰.

La désalarisation n'a donc laissé dans des relations salariales stables qu'une petite minorité. Le reste de la population se trouve dans des relations salariales précaires (diverses formes de CDD); dans l'économie informelle, c'est-à-dire dans des relations d'hyperprécarité (plus d'un tiers de la population active dans des relations de travail illégales, à très bas salaires, hors de toute protection sociale et sans syndicalisation); ou sans travail (20%).

La violence de cette déstructuration du lien social s'est doublée de la redéfinition de l'État. Celui-ci a renoncé à sa prétention d'occuper la place centrale dans le contrôle de l'économie et il a réduit de manière drastique sa participation dans la production de biens et de services par le biais d'un vaste programme de privatisations. De plus, l'État social a démissionné: il a réduit jusqu'à l'extrême ses mécanismes les plus solides de protection sociale. Au-delà de l'ampleur des dérégulations salariales, c'est sur ce point décisif que l'histoire récente de l'Argentine se distingue de celle d'autres sociétés salariales, notamment de celles d'Europe.

Cette transformation radicale de la société argentine s'est évidemment traduite par un processus d'appauvrissement qui toucha naturellement une partie importante de la classe ouvrière mais aussi des pans entiers des classes moyennes, des employés du secteur public et privé, des professionnels indépendants, des retraités et des jeunes arrivant sur le marché du

¹⁰ Cette transformation s'est opérée en l'espace de 20 ans. Les moments clés de ce processus sont: La crise du modèle populiste avec le dernier gouvernement de Perón en 1975; les débuts de la déstructuration du modèle précédent et la mise en place des premières tentatives d'inspiration néo-libérale avec la dictature militaire de 1976-1983; l'hyper-inflation qui a renversé le gouvernement de Raul Alfonsín en 1989 et qui a soumis de vastes secteurs de la population à des situations de misère extrême pour la première fois dans l'histoire du pays; enfin, la décennie de Carlos Menem (1989-1999) de déstructuration de l'État, d'ouverture commerciale et de flexibilisation des rapports au travail. Toute cette période est caractérisée par une désindustrialisation croissante et une forte concentration du capital financier.

travail. Ces franges importantes de la population se trouvent dans une situation de dépendance vis-à-vis des politiques d'assistance sociale.

Il est nécessaire de prendre en compte encore trois composants concomitants dans la définition de la situation sociale actuelle. Premièrement, la crise du salariat a fortement érodé la base sociale des syndicats, en les délogeant de la place qu'ils occupaient depuis les années 1940. Cet aspect est d'autant plus important que les syndicats jouaient un rôle important dans l'administration de la sécurité sociale (à travers les « *obras sociales* ») et dans la socialisation politique des travailleurs.

Deuxièmement, dans le vécu des catégories les plus démunies, la démission de l'État social s'est traduite par une forte désorganisation institutionnelle. Dans pratiquement tous les domaines institutionnalisés de la vie quotidienne, les institutions laissent des secteurs entiers de la population et des zones entières de la ville dans le désordre et l'instabilité. Que ce soit au niveau du système éducatif ou de la santé, de la sécurité ou du transport, des services urbains ou de l'administration, pratiquement rien ne fonctionne dans les quartiers de la périphérie. Et ceci depuis au moins une quinzaine d'années.

Troisièmement, ce processus a pris la forme d'une fracture sociale dans un pays qui avait assez bien réussi son intégration. En parallèle avec l'appauvrissement, nous pouvons observer la formation d'une catégorie de nouvelles classes moyennes qui ont donné leur soutien au processus de « modernisation exclusive » pour reprendre le titre d'un livre célèbre en Argentine¹¹. C'est un secteur composé de professionnels, d'employés et de commerçants qui a très longuement bénéficié des réformes et qui s'est identifié à un modèle de citoyenneté construite autour des nouvelles modalités de consommation, notamment durant la période du menemisme. Cette nouvelle « citoyenneté de consommation »¹² s'est construite, évidemment, sur la base d'une totale désolidarisation vis-à-vis des perdants.

Nous voyons qu'il n'est pas exagéré de qualifier de radicales les profondes transformations de la structure sociale de l'Argentine : la pauvreté touche un habitant de l'agglomération de Buenos Aires sur deux, la proportion de chômeurs s'est multipliée presque par quatre¹³ et le nombre de travailleurs « informels » devient égal au nombre de salariés. Tout ceci dans un pays qui n'avait pas connu de chômage supérieur à 5%, et où la pauvreté urbaine était estimée à 3% de la population en 1970. En 1990, avant la montée du chômage, les salaires étaient de 30% inférieurs à ceux de 1980. En 2001, le revenu moyen des 10% les plus riches était 26 fois supérieur à celui des 10% les plus pauvres de la population (qui percevaient 1,7% du revenu national en 1993). L'Argentine des dernières vingt cinq années est un pays de catastrophe sociale.

Le repli dans le quartier, une réponse à la crise sociale.

Devant ce processus de « désaffiliation »¹⁴ et d'appauvrissement massif, le quartier est devenu pour beaucoup le principal lieu de repli et d'inscription collective. Comme nous l'avons montré ailleurs, cette stratégie de repli s'est constitué depuis vingt ans, à partir de

¹¹ BARBEITO, Alberto & LO VUOLO, Rubén : *La modernización excluyente. Estado de bienestar y transformación económica en Argentina*, Buenos Aires, UNICEF/Losada, 1992.

¹² J'emprunte cette formule à Maristella Svampa.

¹³ Inférieur à 5% depuis les années 1940 jusque dans les années 1980, le taux de chômage atteint 7,6% de la population active en 1989, 8,6% en 1990, 13% en 1994 (23% pour les jeunes de 14 à 24 ans) et 18,4% en 1995. Si nous faisons l'addition du chômage et du sous-emploi, le pourcentage est de 30,1% en 1996.

¹⁴ Nous reprenons ici le concept de Robert Castel : *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995. Toutefois, au-delà de la profondeur du processus de désaffiliation, le cas argentin se différencie sur plusieurs points du cas français et notamment par la démission de l'État social.

1980, la principale réponse permettant aux catégories populaires de combler les vides laissés par les institutions et le manque de travail¹⁵.

La réaffiliation a trouvé sa composante communautaire dans la trame d'une solidarité primaire qui a rapidement retrouvé ses réflexes de mobilisation collective dans les organisations de quartier. Sur la base des solidarités locales (le voisinage entrelacé avec les structures familiales et d'autres appartenances comme le lieu d'origine pour les immigrants venus des provinces du Nord, de Bolivie ou du Paraguay), une mobilisation sociale s'est nouée autour de registres également classiques : occupation collective de terrains pour le logement, autogestion de certains services urbains, organisation de crèches, cantines et dispensaires communautaires, etc. Aussi vite que les syndicats perdaient du poids, les organisations de quartier apparaissaient dans le paysage politique et social de l'Argentine, mettant ainsi en évidence la force latente du territoire urbain¹⁶. Inscription territoriale et action collective se sont ainsi combinées, faisant du quartier un bastion de résistance pour ceux qui progressivement cessaient d'être couverts par les traditionnelles formes d'inscription collective, qu'elles aient été institutionnalisées dans le cercle de l'État ou des syndicats. Cette réponse s'est montrée particulièrement efficace lors de moments de crise aiguë comme l'hyperinflation des années 1989 et 1991, et elle l'est encore aujourd'hui, plus de dix ans plus tard.

Mais cette réponse défensive ne pouvait pas être exclusivement communautaire. L'entraide et la solidarité locale ne peuvent évidemment pas se suffire à elles-mêmes. Les organisations de quartier ont agi, dans un premier temps, sur le système politique à partir d'une demande d'assistance ; mais dès le départ la mobilisation portait en elle des logiques qui allaient au-delà d'une lutte pour des biens provenant de l'aide publique. Dans un deuxième temps, l'action collective s'est donc déployée à partir d'une demande d'intervention des institutions : des écoles, des dispensaires, la reconnaissance légale des organisations de quartier et leur participation dans la gestion des politiques sociales, ou l'accès à des services essentiels comme l'eau ou l'électricité. Cette dimension allant dans le sens de l'institutionnalisation et de l'intégration donna une structure complexe aux logiques de mobilisation collective.

La mobilisation collective que nous avons ainsi pu observer et caractériser présente une histoire longue de deux décennies. Le mouvement d'occupations illégales de terres fut lancé en 1980 par des militants reliés aux courants « basistes » de gauche notamment sous influence de l'Église de la « théologie de la libération »¹⁷. Ce mouvement présentait un contenu important en participation, avec des mécanismes surprenants d'organisation et de mobilisation démocratiques (assemblées, élection des dirigeants, corps de délégués, participation, etc.). Mais ce contenu démocratique de base allait vite trouver des limites. En premier lieu, comme nous venons de le voir, les organisations de quartier devaient agir sur les institutions et s'inscrire dans un système d'échanges. En deuxième lieu, dans ce contexte d'échanges, la réponse de l'État est passée rapidement d'une attitude de confrontation et de répression à une attitude de cooptation et de coopération¹⁸. Les organisations de quartier se sont vite intégrées au jeu politique, ce qui s'est traduit par un changement des modalités de

¹⁵ Merklen, Denis : *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*, Paris, EHESS thèse de doctorat, 2001.

¹⁶ Le quartier constitue une source identitaire d'importance pour les catégories populaires en Argentine. Il a conquis cette place lors de l'arrivée massive de l'immigration d'origine européenne au début du 20^e siècle et il s'est éclipsé avec la consolidation du salariat et le développement de l'État social à partir des années 1940.

¹⁷ Il s'agit, plus précisément, du mouvement des « communautés ecclésiastiques de base » lancé par ce courant de l'Église catholique du Brésil et qui s'est développé après dans les autres pays du sous-continent.

¹⁸ L'État a débloqué des montants importants dans le cadre de politiques sociales qu'il a fait passer par les organisations de quartier. Il s'agit notamment d'aide alimentaire, de coopération avec des dispensaires et des écoles communautaires, ou encore d'une possibilité d'accès à des services urbains.

l'action collective. Le contenu contestataire a cédé du terrain au profit d'une participation à la gestion des politiques sociales, notamment dans le cadre local.

Un nouveau rapport au politique.

Le changement est majeur en ce qui concerne le rapport au politique car ces mêmes catégories populaires étaient socialisées dans le monde du travail, avec une concentration de l'activité politique dans l'État et dans les organisations de masse, partis politiques et syndicats. La crise sociale s'est traduite par un regain de l'importance du quartier comme lieu de socialisation politique pour les catégories les plus pauvres de la ville, ce qui s'est naturellement traduit par un tournant au niveau des pratiques.

Ce nouveau rapport au politique nous donne quelques clés de lecture sur lesquelles nous voulons attirer l'attention. La première nous est donnée par le fait que c'est autour du quartier que ces catégories trouvent un nombre accru des supports nécessaires à la vie des ménages et des individus¹⁹. Au fur et à mesure que le défaut institutionnel s'élargit et que le nombre d'individus qui ne trouvent pas suffisamment de « supports » dans le monde du travail augmente, l'inscription territoriale gagne en importance. Le quartier se présente comme un lieu privilégié pour l'organisation de solidarités et de coopérations, base de l'action collective et source d'identification : devant une désagrégation des identités professionnelles, le lieu d'habitation apparaît comme source identitaire et parfois même comme source de prestige.

Or, la nature de cette inscription sociale à base territoriale ne peut fonctionner que sur la base d'une action spécifique sur le système politique, ce qui constitue la deuxième clé de lecture du processus. Face à l'articulation de cette mobilisation dans les quartiers ou, autrement dit, du déplacement d'une partie de l'action collective vers le local, les partis politiques ont répondu à travers tout un nouveau système de politiques sociales.

Mais les partis politiques qui contrôlent l'État (dans le cas de l'Argentine c'est le péronisme qui l'a contrôlé pendant toute la période menemiste, et même avant en ce qui concerne la plupart des provinces, et notamment la banlieue de Buenos Aires) ne sont pas en mesure d'offrir des supports institutionnels stables. Face à la mobilisation sociale, les partis ne vont pas proposer la construction d'une dynamique institutionnelle inclusive, comme ce fut jadis le cas face au mouvement social représenté par les syndicats. Dans un cadre de désaffiliation, les partis se présentent comme les administrateurs d'institutions qui concentrent des ressources indispensables à la survie, mais dont la rareté est la principale caractéristique, situation de laquelle les partis tirent paradoxalement leur force face aux organisations de quartier : devant des ressources qui sont insuffisantes pour tous, leur mode de distribution ne peut être que discrétionnaire.

Dans un contexte de régression sociale, les organisations de quartier ne peuvent être qu'à la « chasse » aux occasions que les institutions étatiques ou privées (telles les ONG ou les églises) leur proposent²⁰. Cette situation met très facilement les organisations de quartier

¹⁹ Le concept de « support » a été théorisé par Robert Castel dans le cadre d'une problématisation de l'individu dans une perspective de l'intégration sociale. Cf. Castel, Robert & Haroche, Claudine : *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001.

²⁰ Nous avons traité ce problème dans l'optique d'une logique d'action à laquelle sont confrontées ses populations. Habitant les lisières de la ville et de la société, les individus se trouvent dans l'impossibilité de trouver une inscription sociale stable caractérisée par la maîtrise de l'avenir. En revanche, ils agissent conformément au modèle du « chasseur » qui parcourt la ville et les institutions à la recherche d'une bonne « proie » : un petit boulot, une allocation, quelque chose à voler ou à vendre. Nous observons la logique du chasseur, déployée tant au niveau des individus qu'au niveau collectif. Nous avons ébauché cette idée dans notre article : « Vivir en los márgenes: la lógica del cazador » en SVAMPA, M.: *Desde Abajo. La transformación de las*

en concurrence entre elles, d'autant plus qu'elles se trouvent maintenant éparpillées dans le territoire.

Face à ce repli des catégories populaires au niveau territorial et aux transformations de l'État, le péronisme a su très rapidement modifier son rôle. S'il a démontré une impossibilité à proposer une nouvelle force de promotion sociale, aux yeux d'une partie des plus pauvres, ce mouvement politique a su se présenter comme le seul capable de « faire quelque chose » ; c'est-à-dire d'apporter des réponses concrètes face aux nouvelles demandes des organisations de quartier. Quand le mouvement des occupations illégales de terres posait un problème en termes de légitimité, le péronisme a su faire un pas vers ces quartiers qualifiés d'illégaux et proposer des politiques d'assistance adaptées. Ces politiques signifient la consécration d'une déviation par rapport à la notion de citoyenneté sociale argentine traditionnelle, mais elles apportaient une réponse à la fois à l'urgence sociale dans laquelle se trouvent des millions d'individus et à un besoin manifeste des organisations de quartier.

La conjoncture électorale de la fin des années quatre-vingt-dix mit les *délegués de pâté de maisons* (les « *manzaneros* ») au centre du débat public²¹. Pendant son mandat de gouverneur de la Province de Buenos Aires (1994-1997), l'actuel président de la république, Eduardo Duhalde créa un dispositif d'assistance sociale autour de ces délégués. Le gouverneur avait déjà connu cette expérience lorsqu'il était maire de Lomas de Zamora et qu'il créa les *Maisons pour la terre*, dans les années quatre-vingt, afin de travailler avec les nombreuses occupations illégales qui avaient eu lieu dans son district de la banlieue.

Toutefois, le gouverneur Duhalde donnera un autre contenu au phénomène à partir d'un plan d'assistance sociale mis en place à partir de 1994. Le gouvernement de la Province de Buenos Aires a intégré ces délégués au *Conseil de la famille* par la mise en œuvre du *Programme Vie*, destiné à la distribution d'aliments. Donnant le ton d'une conception de l'assistance explicitement rattachée à « la famille », le programme détermine que les délégués de pâté de maisons seront des femmes : les *manzaneras*, appelées aussi *travailleuses communales* par le gouvernement.

Selon les chiffres officiels, les *manzaneras* « travaillent dans 2.107 quartiers au travers de conventions signées entre le Conseil de la famille et chaque municipalité. Éluës par leur propre quartier, elles travaillent dans des zones de concentration de pauvreté extrême ». Leur tâche consiste en la distribution d'un quota d'aliments destiné aux enfants de moins de six ans auxquels on distribue : 50 cl de lait par jour, et 1 kg de céréales, de pâtes et de sucre par semaine. « Les *manzaneras* sont aujourd'hui 30.490 femmes qui ne perçoivent aucun salaire et sont accompagnées de 6.484 sages femmes qui assistent les femmes enceintes »²². Sur cette base, la province bâtit un système d'assistance publique destiné au Grand Buenos Aires avec un budget d'environ U\$ 200 millions par an²³.

Le péronisme monta ainsi un impressionnant réseau de type clientéliste, ce qui transforma complètement le caractère des délégués de pâté de maisons par rapport à leur fonction d'origine dans les occupations illégales de terres. Mais, paradoxalement, le

identidades sociales, Buenos Aires, Biblos, 2000, pp. 81-119; nous avons complété cette ébauche dans le cadre de notre thèse; *op. cit.*, 2001, cf. le Chapitre VI, pp. 426-489.

²¹ L'Argentine des vingt dernières années a connu l'apparition des délégués de pâté de maisons par le phénomène d'occupation illégale de terres. Et comme nous l'avons décrit, c'était un moyen de donner une base de participation et de démocratie à l'expérience d'invasion de terres imaginée par les curés de la banlieue de la Capitale. Inspirés par les Communautés ecclésiastiques de base du Brésil, les prêtres catholiques de *l'option pour les pauvres* voulaient créer une structure de pouvoir populaire.

²² La Nación : *Qué fue de las manzaneras de Duhalde*, 07-01-2001.

²³ Les chiffres concernant le nombre de *manzaneras* et le budget consacré à cette action n'ont jamais pu être établis avec précision, le gouvernement lui-même ayant donné des chiffres différents. Le nombre de *manzaneras* est estimé entre 24.000 et 30.000, et leur budget varie entre 140 et plus de 600 millions de dollars. C'est la disponibilité discrétionnaire des crédits utilisés qui est à l'origine de ces doutes et de ces confusions.

péronisme perdra les élections en 1997 et l'histoire des *manzanas* se révélera un véritable fiasco de cooptation politique des masses, notamment lorsque l'avenir politique du gouverneur aura été mis en question par la perte des élections présidentielles en 1999. Or, si ce système ne peut pas se comporter comme une véritable machine électorale, il est intéressant d'observer comment les partis politiques récupèrent le mouvement social pour l'intégrer aux normes de fonctionnement du système politique. Il y a, de ce point de vue, une symbiose entre les organisations de quartier et les partis. Or, si cette symbiose montre la faiblesse des organisations locales devant un pouvoir politique qui contrôle les structures de l'État, l'expérience ratée du péronisme du point de vue de cette volonté de contrôle est un exemple de la capacité des habitants à maintenir une certaine autonomie politique, au moins sur le plan électoral.

L'engrenage des *manzanas*, qui restera présent après l'échec de Duhalde et son remplacement par un nouveau gouvernement provincial, montre aussi un déplacement de l'espace d'exercice de la participation politique. Ces dispositifs de l'assistance sociale prenant comme interlocuteurs les organisations et les leaders locaux, ramènent d'une certaine manière la politique dans le quartier. Et, au-delà de ce dispositif concret, il faut souligner la coexistence de la protestation et de la négociation au sein d'un mouvement social qui doit gérer la tension entre une « lutte pour la reconnaissance » dans un sens qui est proche des analyses d'Axel Honneth, et une lutte pour la survie, ajoutons nous²⁴.

Quelques caractéristiques de la mobilisation collective lorsque la survie est en jeu.

Un mouvement social qui prend sa source à l'extérieur du monde du travail est directement confronté aux institutions qui détiennent le contrôle des ressources matérielles accessibles aux plus pauvres, ce qui constitue une « donnée » majeure souvent oubliée dans les analyses des logiques de l'action. Les mouvements qui ont pour objet de répondre au problème de la survie des individus et des ménages qui mes constituent sont très différents des autres mouvements ayant souvent servi de fondement aux théories de l'action collective (comme les mouvements autour de la question des femmes, de l'écologie ou des minorités). En ceci, la mobilisation des plus pauvres en Argentine n'a rien d'exceptionnel, et son exemple constitue une bonne base d'observation et de conceptualisation pour l'analyse d'autres formes de protestation. C'est le cas par exemple des chômeurs mobilisés à la fin des années 1990 en France dans le cadre de l'organisation « AC ! Agir contre le chômage ». Des travaux récents mettent en évidence la tension entre des revendications pour le « travail », visant ce qui est perçu par les militants syndicaux, comme étant à la racine de la question du chômage, et des mesures « d'urgence » (comme la gratuité des transports ou l'augmentation des allocations), revendiquées par les « vrais chômeurs »²⁵. Cette tension est doublée d'une tension symbolique dans laquelle les chômeurs revendiquent une reconnaissance de leur condition dans les termes d'une lutte contre le stigmate qui pèse sur eux, et un désir d'abandonner cette condition perçue par eux-mêmes comme une identité dépourvue d'honneur.

Lorsque l'intégration sociale et la survie sont en jeu, la logique de l'action collective trouve toute sa complexité dans la combinaison de trois registres dont la maîtrise déterminera

²⁴ HONNETH, Axel : *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000. Ce travail de Honneth réintroduit le débat sur la possibilité d'une justification morale des luttes sociales, position défendue par l'auteur. Or, au-delà des connotations prescriptives, nous pensons que d'un point de vue descriptif il faut rendre compte de la tension entre « morale » et « intérêt » comme étant deux composants de l'action plutôt que faire des efforts pour trancher entre l'un ou l'autre.

²⁵ Ces réflexions correspondent aux travaux de recherche que Valérie Cohen a menés dans le cadre de la préparation d'une thèse de doctorat à l'Université de Nanterre – Paris X : *Transformations du salariat et mobilisations contre le chômage*. Qu'elle soit ici remerciée pour l'accès qu'elle m'a permis à sa thèse en cours de rédaction et pour les échanges que nous avons eu autour de l'action collective.

l'avenir du mouvement. Sur le premier registre, l'organisation doit agir vers l'intérieur et vers l'extérieur du mouvement. Vers l'intérieur, l'organisation contribue à la promotion de liens de solidarité (locale dans notre cas), vers l'extérieur elle agit sur le système politique et sur l'espace public à la recherche de biens matériels et symboliques dont elle essaie d'influencer une distribution qui échappe à son contrôle. Le deuxième registre concerne la lutte pour l'accès aux biens et aux services. Cette dimension matérielle comporte ainsi une tension : d'une part, le mouvement lutte pour une inscription institutionnelle dans le cadre de relations sociales stables qui permettraient aux individus de sortir (au moins partiellement) de la souffrance provoquée par l'instabilité et des logiques de type « chasseur » auxquelles l'instabilité oblige ; mais, d'autre part, soumis à l'urgence le mouvement est contraint de négocier avec le système politique et il se voit forcé d'accepter les offres d'assistance indispensables à la survie et qui oblige constamment les organisations à agir en « chasseurs ». Sur le troisième registre, le mouvement agit sur le terrain symbolique où il se retrouve également confronté à la maîtrise d'une tension. D'un côté, il lutte pour un statut social de « dignité », à travers une demande de « travail », qui constitue la clé d'accès aux « droits sociaux fondamentaux » (car les gens dont la survie est en jeu comprennent souvent assez vite qu'au-delà du travail la citoyenneté se trouve tributaire de l'assistance). Mais de l'autre côté, le mouvement doit se battre pour une reconnaissance de ses organisations en tant qu'acteurs du système politique ; c'est-à-dire capables d'intervenir dans la gestion concrète des politiques publiques, ce qui oblige parfois à mettre dans une parenthèse « tactique » la question des droits fondamentaux²⁶. Ce conflit symbolique est proche de la conceptualisation du stigmatisme faite par Erving Goffman. Le sujet stigmatisé se débat entre son refus du stigmatisme et son désir de surmonter sa condition, car il se sent à la fois pleinement humain et porteur d'une humanité « défectueuse » selon les standards définis par des valeurs dominantes auxquels il adhère. Ce conflit est source d'une ambiguïté sur le terrain symbolique de l'action collective : la mobilisation doit répondre à la double exigence d'une reconnaissance du chômeur du de l'habitant du bidonville, par exemple, comme ayant des droits, et à son désir de se décoller l'étiquette de cette identité stigmatisée.

Le mouvement des *piqueteros* s'explique, pour une part, par une évolution en matière de mobilisation des catégories populaires dont la frange qui avait perdu son inscription syndicale avait trouvé un refuge important dans une inscription territoriale (dans le quartier). Avec ce mouvement des barricades l'action collective gagne en contenu revendicatif et elle sort du cadre local pour mettre la voix des « perdants » sur la scène publique. C'est ainsi que le discours des *piqueteros* contient une forte demande en « travail ». En plus, à partir de la mobilisation de La Matanza en 2000, le mouvement a avancé notamment dans le sens d'une unification des organisations de quartier, dispersées tout le long de l'immense banlieue de Buenos Aires et d'autres grandes villes comme Rosario²⁷. Le mouvement des barricades unifie sous la forte demande de travail les revendications des quartiers pauvres avec celles semblables des petites villes et villages frappés par la désindustrialisation, la crise des provinces et les restructurations régionales²⁸. C'est en ce sens qu'il faut interpréter le rapprochement des plus importantes organisations des « *piqueteros* » avec l'une des centrales syndicales²⁹. Mais, l'expansion du mouvement des barricades demande encore une précision.

²⁶ Cette présentation reprend les développements que nous avons faits en « L'inscription territoriale et les logiques de l'action collective », Chapitre VII et Conclusions de notre thèse, *op. cit.*, pp. 490-604.

²⁷ Le Grand Buenos Aires concentre quelques 8 millions d'habitants, dont plus d'un tiers sont classés comme vivant « sous le seuil de la pauvreté ».

²⁸ Il faut rappeler que les premiers « *piquetes* » ont été menés en 1995 dans le village pétrolier de Cutral-co, dans la province de Neuquén.

²⁹ Le mouvement des « *piqueteros* » présente trois groupes principaux : celui dont la direction est en continuité directe avec l'expérience des occupations illégales de terres, la Fondation Terre et Logement (FTV), le Courant

Il faut ne pas oublier qu'il tire une bonne partie de sa force de sa capacité à se constituer en acteur des politiques sociales. C'est-à-dire dans sa capacité à offrir des gains concrets notamment à travers l'obtention de plans « *trabajar* » et d'autres types d'aide sociale, comme l'aide alimentaire³⁰. En ceci, le mouvement capitalise l'expérience cumulée par les organisations de quartier dont le meilleur exemple est le mouvement d'occupations illégales de terres (les *asentamientos*).

Nos observations nous permettent d'indiquer que, lorsque la survie est en jeu, l'action collective des plus pauvres n'obéit pas à une seule logique ; c'est-à-dire que sa compréhension ne peut pas être réduite à un réflexe face à la pauvreté ou à des stratégies de survie. Mais elle ne peut pas non plus être réduite à la logique de constitution d'un « sujet » ou à la formation d'une nouvelle voix au sein de l'espace public. Dans l'analyse de l'importante mobilisation éveillée en 2001, il faut tenir compte, entre autres, de l'incapacité d'action de l'État. La crise financière a mis celui-ci devant l'impossibilité de payer ne serait-ce que les salaires des fonctionnaires et l'a contraint à l'émission de plusieurs monnaies de deuxième ordre pour garantir son fonctionnement élémentaire (les bons émis par les provinces). Mais il est à espérer que quelque soit l'issue la crise financière, l'État récupérera une certaine capacité d'action et avec elle que les partis politiques reviendront au jour.

Malgré la profonde crise politique qui touche le pays, rien n'autorise à penser, en ce qui concerne les plus pauvres, que les partis politiques ne récupéreront pas leur rôle de médiateur à partir des institutions publiques. C'est exactement comme cela que les choses se sont passées en 1984 après la dictature et en 1991 après la crise de l'hyperinflation. L'analyse d'un mouvement social demande toujours la prise en considération des réponses de ses interlocuteurs (l'« attitude de l'opposant », comme disait Alain Touraine).

C'est justement sur ce terrain que certains dirigeants « *piqueteros* » placent l'un des foyers de leur mobilisation dans la demande d'une participation à l'administration des politiques sociales. Ils essaient ainsi d'avancer sur les partis politiques, mais ils entrent en conflit avec ceux qui voient dans ces négociations une « trahison » à un mouvement social idéalement défini.

Il dévient nécessaire de recadrer l'action collective dans une perspective nettement politique qui rend compte de la nouvelle condition générale de ce type de mobilisation : les luttes des plus démunis sont traversées par la problématique générale de l'intégration. Les gens ne se mobilisent pas seulement parce qu'ils ont des besoins insatisfaits. Ils se mobilisent à la fois à partir d'une parfaite connaissance de la conjoncture politique (ils savent ce qu'ils peuvent demander) et à partir d'une « morale » leur permettant de savoir ce qu'on leur doit, ce à quoi ils ont droit. Si on écarte cette perspective politique, on tombe dans le cadre de ce que E. P. Thompson appelait une explication « spasmodique » des mobilisations : lorsque les gens du peuple ont faim, c'est la contraction de leur estomac qui les pousse à l'action³¹.

Dans la mesure où le processus de désaffiliation laisse les individus et les familles dans des liens d'intégration fragiles et inconstants, la logique de la défense identitaire coexiste avec une logique instrumentale. Lorsque l'action collective est tournée vers l'intérieur de la

Classiste et Combative, et le Pôle ouvrier. À travers la FTV, les *piqueteros* ont trouvé un début d'alliance avec les syndicats les plus progressistes, regroupés dans la Centrale des travailleurs argentins (CTA). Créée en 1991 à partir d'un détachement de la vieille CGT péroniste, cette nouvelle centrale vise à un renouvellement des pratiques syndicales afin de répondre au délitement de la base syndicale. Toutefois, avec comme base principale les travailleurs du secteur public dont l'effectif a été lourdement réduit par la restructuration de l'État, la CTA reste une centrale minoritaire.

³⁰ En mai 2001, les *piqueteros* obtiennent la gestion de 9.500 plans « *trabajar* ». Financés par la Banque mondiale, ces plans sont des allocations pour des gens sans emploi de cinq mois en moyenne en échange d'un travail communautaire.

³¹ Cf. THOMPSON, Edward P.: *Costumes in common*, London, 1991.

« communauté », vers le quartier par exemple, des efforts sont orientés vers le renforcement de la solidarité primaire, en accord avec une logique identitaire, mais aussi vers un renfort des liens de coopération, dans une logique instrumentale. Quand l'action collective vise l'extérieur du quartier, une logique expressive oriente l'action vers une manifestation pour la reconnaissance des droits sociaux ignorés, alors qu'orientés par la logique instrumentale, les habitants prennent des initiatives devant les autorités pour obtenir l'eau et l'électricité, l'école, ou un poste de police. Les deux moteurs de l'action poussent ainsi en parallèle : l'un vers la reconnaissance et la défense de l'identité, l'autre vers une pratique instrumentale devant le système politique et l'État et le renforcement des solidarités de quartier. Un jeu de combinaisons s'installe et complexifie les logiques d'action, complexité qui n'est pas seulement analytique mais qui se manifeste aussi sur des processus d'action souvent contradictoires.

Alain Touraine avait déjà observé cette double logique dans la mobilisation des quartiers de Santiago de Chili dans les années 1970. Il indiquait alors que « l'action collective est donc divisée en deux éléments mal reliés l'un à l'autre : d'un côté entraide et négociations avec les autorités, de l'autre protestations 'exemplaires' et violence politique »³². Touraine attribue ce double caractère de l'action collective aux différentes réactions face à la pauvreté et à l'exclusion. Face à la pauvreté, la mobilisation vise l'action d'intégration communautaire et des démarches de type instrumental qui entraînent une certaine incorporation au système politique. Or, dans la mesure où ils ont conscience de leur exclusion, la mobilisation ne se définit plus ici par ses besoins immédiats de survie, le groupe se considère comme victime et défend ses droits qui ont été bafoués. De notre point de vue, la double logique se comprend mieux comme résultant d'une lutte pour l'intégration.

Une volonté d'intégration ou de résistance à la désaffiliation comprend le besoin de parer aux urgences du quotidien pour donner lieu à la construction de liens de solidarité locale, à la formulation de demandes et de négociations, et à la construction d'une conscience protestataire visant à la reconnaissance. Les logiques complexes de l'action collective n'obéissent pas à deux sources de mobilisation (pauvreté et exclusion) mais à une seule lutte contre la désaffiliation avec des volets matériels et symboliques, communautaires et politiques. C'est en ce sens que nous observons ce qui semble séparé dans la mobilisation des catégories populaires en Argentine comme une unité : les manifestations que sont les « piquets » sont en correspondance avec le développement des organisations de quartier et le tissage des solidarités locales.

Lorsque la survie est en jeu, l'action collective s'exprime à la fois sur deux versants qui ne coïncident pas entièrement avec la distinction classique entre logique « expressive » et logique « stratégique ». Sur l'endroit nous voyons la protestation, l'organisation d'une « communauté » autour de leur dénuement, de leur souffrance et de la place qu'ils souhaitent occuper dans le monde. Ils réclament alors pour leurs droits. Sur l'envers nous voyons la manifestation de l'urgence, des besoins immédiats, leur dépendance de l'État pour subvenir à leurs nécessités et le sens stratégique des « chasseurs ». Ils négocient alors à l'intérieur du système politique et organisent l'entraide. Ces deux dimensions de l'action s'élèvent sur la base d'un tissu plus ou moins solide de liens de solidarité locale, et c'est par ce biais que s'opère une nouvelle territorialisation du rapport au politique. Ce décentrement traduit la même tension : le local apparaît comme le domaine privilégié de la négociation et de l'intégration au système politique, alors que la reconnaissance des « droits » ne peut se réaliser que sur un élargissement de la citoyenneté à vocation universelle.

³² TOURAINE, Alain : *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Edile Jacob, 1988, pp. 240 ss.